

Anti**PAUVRETE**

MAG

Magazine d'EAPN – Réseau européen anti-pauvreté

NO. 129 | 2009

Avril-Août, 2009

www.eapn.eu

10 demandes au prochain Parlement européen

Les **leaders
politiques
européens**
répondent
à EAPN



Elections européennes:
quelle importance?



Fixer les priorités de l'UE: votre vote compte!

FINTAN FARRELL, DIRECTEUR D'EAPN

Vous avez entre les mains un numéro spécial du magazine d'EAPN consacré aux élections européennes. Entre le 4 et le 7 juin, des millions de citoyens européens dans les 27 Etats membres de l'UE voteront pour élire un nouveau Parlement européen pour la période 2009 – 2014. Les choix que vous opérez auront un impact considérable non seulement sur les personnes qui vivent dans l'UE, mais sur le reste de la communauté mondiale.

Ces élections se dérouleront sur fond de la crise économique la plus grave depuis les années 1930. Pour EAPN, l'une des causes les plus profondes de la crise réside dans l'incapacité au sein de l'UE et au niveau mondial, pendant de nombreuses années, à s'attaquer convenablement à la pauvreté et aux nombreuses inégalités.

Dans ce numéro, EAPN présente les 10 demandes qu'il adresse au prochain Parlement européen afin de pallier les échecs du passé et viser une UE plus sociale et plus durable, à même de garantir une vie dans la dignité à tout un chacun. Nous avons demandé aux principaux groupements politiques représentés au sein de l'actuel Parlement européen de répondre à nos demandes et de nous présenter leur vision d'une Europe sociale. Nous espérons que la lecture de ce magazine contribuera à votre information, en prévision du choix important que nous devons faire en allant voter.

Les élections européennes doivent permettre à tous de connaître la vision sociétale et les priorités d'action animant les candidats et les partis politiques qui se soumettent au suffrage. La campagne électorale peut être l'opportunité de pallier le déficit démocratique perçu dans l'UE, pour autant que les partis parviennent à communiquer des visions alternatives donnant un véritable choix aux électeurs. Les médias ont un rôle-clé pour que cette communication devienne réalité.

Que 27 élections différentes, chacune portant sur des priorités nationales différentes, aient lieu simultanément ne suffira pas. Le prochain Parlement élira le Président de la Commission européenne et orientera les priorités européennes. Nous espérons que la lutte contre la pauvreté et les inégalités sera l'une de ces priorités. En cela, votre vote est capital.

Table des matières

Les élections européennes: quelle importance?	03
Les principales demandes d'EAPN au prochain Parlement européen	04
10 demandes pour que la lutte contre la pauvreté se retrouve au cœur de l'agenda européen	05
"La solidarité est le fondement de notre société" – Le Parti Populaire Européen	06
"Un appel en faveur d'un Pacte européen de progrès social" – Le Parti des Socialistes Européens	07
"Notre priorité est la cohésion sociale" – Le Parti des Verts européens	08
"L'Europe du 21 ^{ème} siècle a besoin de paix, de démocratie, de justice sociale et de solidarité" – Le Parti de la Gauche Européenne	09
"Des entreprises européennes compétitives pour relever le niveau de vie" – Le Parti des Démocrates Libéraux européens	10
Elections européennes: les réseaux nationaux d'EAPN se mobilisent!	11
Le Parlement européen en quelques mots	12



Anti**PAUVRETÉ**MAG
Magazine d'EAPN – Réseau européen anti-pauvreté
N°129, Avril – Juillet 2009

Editeur responsable: Fintan Farrell
Responsable de publication: Nellie Epinat
Avec la contribution de: Claire Champeix, Coralie Flémal

Square de Meeüs 18, 1050 Bruxelles
Tél: +32 2 226 58 50, Fax: +32 2 226 58 69
E-mail: team@eapn.eu, Site web: www.eapn.eu



Ce magazine reçoit le soutien financier de la Direction générale Emploi, affaires sociales et égalité des chances de la Commission européenne par le biais du Programme communautaire européen pour l'emploi et la solidarité sociale PROGRESS (2007-2013).

Pour de plus amples informations, consultez:

http://ec.europa.eu/employment_social/progress/index_fr.html

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'opinion ou les positions de la Commission européenne.

Les élections européennes: quelle importance?

Les discussions européennes paraissent souvent bien loin de notre réalité quotidienne, alors qu'elles définissent 80% des lois qui régissent notre vie de tous les jours. Dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et pour une société plus favorable à la cohésion et à l'inclusion, le Parlement européen est un acteur-clé.

Voilà pourquoi EAPN a décidé de mener campagne autour des élections européennes et de présenter 10 demandes à tous les candidats.

Le Parlement européen: des compétences étendues

D'après le Traité de Nice, le Parlement européen nouvellement élu nommera le prochain Président de la Commission. Simple assemblée consultative à sa création, Le Parlement européen est devenu une véritable assemblée législative. La procédure de codécision s'applique maintenant à 43 domaines (dont des mesures incitatives de lutte contre les discriminations, la politique d'asile, des mesures contre l'immigration clandestine et des incitants à l'emploi). Si le Traité de Lisbonne entre en vigueur, le Parlement bénéficiera de nouvelles compétences, notamment dans les domaines de la Justice et des Affaires intérieures (dont la politique de migration), des services d'intérêt général et de la politique de cohésion.

Le Parlement européen a récemment utilisé les dispositions co-décisionnelles, ainsi que son droit d'adopter des rapports d'initiative, pour défendre une vision ambitieuse d'une Europe sociale, plus proche des préoccupations des populations. L'actuel Parlement européen s'est, par exemple, mobilisé autour de la question des services (citons comme exemple la résolution du Parlement européen sur une charte européenne des droits des consommateurs d'énergie, adoptée en juin 2008), ainsi que sur la question controversée de la réglementation du temps de travail. Le rapport sur l'année 2010 de lutte contre la pauvreté, rédigé par l'eurodéputée Marie Pannayotopoulos-Cassiotou, a permis de renforcer cette thématique, à la demande d'EAPN et d'autres ONG sociales, en couvrant notamment la question de l'accès aux droits et aux ressources, à la santé et à la protection sociale.

Les points de vue d'EAPN sont pris en compte par des Eurodéputés

Au cours de l'actuelle législature, un lobbying actif d'EAPN aux niveaux nationaux et européen a permis d'attirer l'attention des eurodéputés. Plusieurs rapports du Parlement eu-

ropéen se sont fait l'écho de nos inquiétudes, notamment pour ce qui concerne l'**emploi** (Rapport d'Anne Van Lancker sur les lignes directrices pour l'emploi 2008-2010, 2008), l'**inclusion sociale** (rapport de Gabriele Zimmer, 2008; rapport de Jean Lambert, 2009) et l'**économie sociale** (rapport de Patrizia Toia, 2009) ou les **dispositions relatives à la pauvreté énergétique** dans le paquet "énergie" (Eluned Morgan). Le rapport du Parlement européen sur le marché intérieur de l'électricité (rapporteur: Eluned Morgan) exigeait des mesures fortes pour combattre la pauvreté énergétique, soutenant en cela les demandes d'EAPN. Il y a peu, le rapport de Jean Lambert sur l'inclusion active a parfaitement reflété notre point de vue.

De manière plus générale, EAPN a travaillé dans le but de nouer des relations de travail régulières avec le Parlement européen, de diverses manières.

- Nous avons soutenu le secrétariat de l'Intergroupe du Parlement européen contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en partenariat avec ATD Quart-Monde, et participé aux rencontres d'autres intergroupes, notamment sur l'économie sociale. Les intergroupes, présidés par un eurodéputé, sont l'occasion pour un grand nombre d'eurodéputés de se réunir et d'échanger sur une thématique. Ils permettent de donner une visibilité à cette thématique précise et d'y consacrer un débat transversal, avant de prendre position sur les activités menées par le Parlement dans le domaine visé.
- Nous avons procédé à un échange systématique de points de vue avec les membres de la Commission "Emploi et Affaires sociales", ainsi qu'avec les présidents des principaux groupes politiques.
- Nous avons eu l'occasion d'intervenir lors de diverses auditions organisées par des groupes politiques et des Commissions.
- Nous avons entretenu des contacts réguliers avec des eurodéputés et des fonctionnaires du Parlement européen proches de nos idées et qui ont activement participé à nos événements.

Dans les prochains mois, les membres du Parlement européen nouvellement élus seront aussi la cible de notre campagne en faveur d'un revenu minimum adéquat. Un événement prévu au mois de septembre dans les bâtiments du Parlement est déjà prévu à cet égard (voir: www.adequateincome.eu).

Le niveau national, le passage obligé de tout dialogue régulier

Le Parlement européen est l'unique institution européenne élue directement et les Eurodéputés sont en tout premier lieu responsables envers leurs électeurs nationaux et locaux. EAPN sait d'expérience que les Eurodéputés sont plus disposés à s'inspirer des points de vue d'EAPN à Bruxelles s'ils connaissent par ailleurs le travail de militance réalisé par EAPN dans leur propre circonscription électorale. Il est donc important que les ONG sociales sur le terrain maintiennent un contact étroit avec eux, non seulement à la veille des élections européennes, mais tout au long de leur mandat. Nous devons faire connaître nos activités, les réalités et les difficultés auxquelles nous sommes confrontés et les attentes que nous avons vis-à-vis des décideurs politiques. Il est utile d'impliquer les eurodéputés à tous les niveaux d'engagement politique, pour faire le lien entre les réalités du terrain et les débats européens et leur montrer la totale cohérence entre les positions générales prises au niveau de l'UE et l'expérience concrète de nos membres, ainsi que la forte nécessité d'une Europe plus sociale.

S'impliquer dans la campagne que mène EAPN en vue des élections européennes n'est pas une fin en soi. Au contraire, c'est la première étape d'un processus qui nous verra nouer de meilleures relations avec ceux et celles qui nous représenteront. Pareille relation, sur la durée, avec nos représentants politiques s'impose si nous voulons réellement combler le déficit démocratique dans l'UE.

CLAIRE CHAMPEIX, CHARGÉE DE MISSION D'EAPN, ET L'ÉQUIPE POLITIQUE D'EAPN



Principales demandes d'EAPN au Parlement européen:

Réaliser la cohésion sociale et combler le fossé de la pauvreté et des inégalités doivent être une priorité absolue pour l'UE!

L'échec de la démarche européenne actuelle

La domination sans partage des politiques concurrentielles et néolibérales soumet l'UE à la pire des crises financières, économiques, sociales et politiques depuis les années 30. La conséquence inévitable en est l'augmentation de la pauvreté et de l'exclusion sociale: les travailleurs perdent leur emploi, les personnes à faibles revenus perdent leur logement ou ne peuvent y accéder. Les personnes sans emploi se retrouvent encore plus éloignées du marché du travail, les familles s'enfoncent dans l'endettement et les personnes en situation de pauvreté risquent le gel ou la réduction de leurs aides sociales. En réponse à la crise, les gouvernements de l'UE financent des plans de sauvetage des institutions financières pour des montants pharaoniques.

Mais à quel prix? Et les milliards investis répondent-ils aux besoins des populations qui habitent dans l'UE?

Le modèle économique et financier actuel, qui est soutenu par la stratégie européenne de Lisbonne, repose sur la primauté des marchés par rapport aux droits sociaux et aux préoccupations environnementales. Trop souvent, ce modèle a eu pour effet d'exacerber la pauvreté et de miner les engagements sociaux, au profit de la "croissance et de l'emploi" à tout prix. Il n'est pas parvenu à placer le "bien commun" au cœur des actions de l'UE. Celle-ci a préféré privilégier la libéralisation et la déréglementation forcée des marchés, au détriment de stratégies encourageant l'équité, la justice sociale et la réduction de la pauvreté et des inégalités en Europe et dans le monde.

EAPN lance un appel pour un nouveau départ

Le nouveau Parlement européen, qui est censé représenter l'intérêt de tous les Européens, aura la grande responsabilité de préparer et de mettre en œuvre une stratégie européenne globale censée remplacer l'actuelle stratégie de Lisbonne. Ce faisant, le Parlement devra répondre aux besoins des citoyens et à la crise actuelle. Sa réponse ne peut pas être un bis repetita!

On considère que la mondialisation, les changements climatiques, la relance économique et les changements démographiques sont les plus grands défis de l'UE. A la lumière des 79 millions de personnes vivant dans la pauvreté en Europe et des inégalités croissantes au sein et en dehors de l'UE, un sentiment de précarité et d'anxiété apparaît de plus en plus clairement dans de larges franges de la population. L'UE doit s'attaquer d'urgence à ces craintes et à ces angoisses bien réelles.

La cohésion sociale, ainsi que ses composantes de **lutte contre la pauvreté et les inégalités et de redistribution plus juste de la richesse dans et en dehors de l'UE**, doit être considérée comme **l'un des principaux défis que l'UE devra relever**. L'UE doit devenir **le moteur du développement social et durable** et le Parlement européen se placer en première ligne pour réaliser ce changement.

Les membres du Parlement européen doivent jouer un rôle primordial de "pont" entre les institutions européennes et les électeurs. EAPN demande à tous les candidats aux élections européennes de répondre à ses 10 exigences. Nous suivrons attentivement les positions électorales qu'ils prendront au niveau national et européen et nous ferons entendre nos points de vue.

10 exigences pour placer la lutte contre la pauvreté au cœur de l'agenda européen

1	<p>Faire de la cohésion sociale, de la lutte contre la pauvreté et les inégalités, et de la promotion de l'équité au niveau mondial, une priorité clairement européenne; et en faire un pilier spécifique d'une stratégie intégrée de Lisbonne sociale et durable pour l'après-2010. L'axe principal du plan de relance économique devrait contribuer à cette priorité.</p>
2	<p>Fixer et superviser des cibles nationales et européennes de réduction de la pauvreté et des inégalités dans le cadre d'une stratégie européenne de lutte contre la pauvreté très visible. Cette stratégie devrait comporter des mesures spécifiques visant à s'attaquer aux formes extrêmes de pauvreté tout en ne négligeant pas la pauvreté relative, dans le but de garantir l'instauration d'une société plus équitable. La stratégie devrait être soutenue par une méthode ouverte de coordination consolidée sur l'inclusion sociale et la protection sociale et par le suivi de la recommandation de la Commission sur l'inclusion active.</p>
3	<p>Fixer des repères pour une gouvernance active dans les processus décisionnels au niveau national et européen et garantir l'implication des ONG actives dans la lutte contre la pauvreté, ainsi que celle des personnes en situation de pauvreté, à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de toutes les politiques ayant une incidence sur la pauvreté et l'exclusion sociale.</p>
4	<p>Avancer dans l'élaboration d'un cadre européen respectueux de normes sociales élevées et garant d'une vie décente pour tous. L'élaboration d'une directive cadre sur les mécanismes de revenu adéquat, dans le droit fil de la recommandation de la Commission sur l'inclusion active, marquerait une avancée importante dans la définition de ce cadre.</p>
5	<p>Garantir l'accès pour tous à des services de qualité abordables, y compris les services sociaux, éducatifs, d'accueil de l'enfance, de santé, les services de logement, de transport, d'énergie et d'eau. Les caractéristiques spécifiques de ces services d'intérêt général devraient être respectées par le droit européen et une analyse de l'incidence de la privatisation et de la libéralisation de ces services sur la cohésion sociale, la pauvreté et les inégalités paraît indispensable.</p>
6	<p>Replacer l'engagement pour "un emploi décent et de qualité" au cœur de la Stratégie européenne pour l'emploi, par une analyse des causes de l'augmentation du nombre de "travailleurs pauvres" et des avantages que présenteraient des salaires adéquats, comme base d'une croissance durable. L'objectif serait d'encourager la création "d'emplois verts et sociaux" qui permettent de lutter contre les changements climatiques, de s'attaquer aux défaillances du marché, de soutenir la relance économique et d'offrir des emplois stables et de qualité au plus grand nombre.</p>
7	<p>Soutenir l'économie sociale et un esprit d'entreprendre inclusif, en tant que gisements importants d'emplois inclusifs et aider concrètement les personnes les plus éloignées du marché de l'emploi. S'assurer que cet objectif figure dans les politiques européennes pour l'emploi et dans les objectifs spécifiques des dépenses des fonds structurels européens.</p>
8	<p>Consolider la législation européenne de lutte contre les discriminations, y compris la lutte contre la discrimination sur base de l'origine sociale, et mettre au point de meilleurs systèmes de garantie d'application de la législation existante et de promotion de politiques et de mesures volontaristes de lutte contre toutes les formes de discrimination.</p>
9	<p>Intégrer transversalement la lutte contre la pauvreté dans toutes les politiques grâce à des analyses d'incidence sur le social efficaces et participatives impliquant l'ensemble des acteurs concernés. Force est de privilégier une analyse de l'incidence sur les politiques fiscales de l'accumulation de richesses, de la redistribution et des inégalités. Pour que les citoyens puissent se faire une idée des véritables progrès effectués, il serait judicieux de définir un indicateur de progrès social reflétant le bien-être social et environnemental et ne se limitant pas à une simple évaluation du PIB.</p>
10	<p>2010 sera l'année européenne de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale: les députés européens pourraient jouer le rôle d'ambassadeurs de l'année; ils pourraient ainsi donner à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale un plus grand rayonnement lors de la première année de vie des institutions européennes renouvelées.</p>

“La solidarité est le fondement de notre société”

– Le Parti Populaire Européen

Comment répondriez-vous au manifeste d'EAPN pour les élections européennes?

Le Parti Populaire Européen reconnaît l'importance de replacer la pauvreté au cœur de l'agenda européen, tout en ajoutant que de nombreux points soulevés par EAPN relèvent de la compétence des Etats membres.

Le PPE partage l'idée que la relance économique, les changements climatiques et les changements démographiques figurent parmi les défis-clés de l'Union européenne.

L'UE doit porter un projet de développement social et durable et nous partageons avec vous l'idée que le PE devrait jouer un rôle de tête pour jeter des ponts entre les institutions de l'UE et les Européens.

Nous pensons également qu'un haut niveau de normes sociales est nécessaire pour garantir une vie dans la dignité pour tous. Cela implique l'accès de tous à des services de qualité abordables et à un emploi décent et de qualité. Une économie de marché sociale et un esprit d'entreprendre favorable à l'inclusion doit recevoir un soutien inconditionnel.

Quelles sont vos priorités sociales pour le prochain mandat?

Pour le PPE, la solidarité est le fondement de notre société. L'économie est au service d'une société basée sur l'individu, la liberté, la solidarité et la cohésion sociale.

Nous pensons que le dynamisme économique en Europe est non seulement compatible avec la responsabilité sociale, mais aussi nécessaire. **Tout le monde a droit à un revenu, à un emploi et à une retraite. Cet objectif est un défi de plus en plus difficile au fur et à mesure que l'augmentation des prix de l'alimentation et de l'énergie touche les “bas revenus” et les sans-emploi. Il faut continuer à promouvoir une société des connaissances, capable de créer de nouveaux emplois durables. Les mécanismes de sécurité sociale doivent à la fois aider ceux et celles qui en ont besoin et inciter les sans-emploi à réintégrer le marché du travail.**

Un travail pour tous est l'objectif central de notre politique économique et sociale.

Nous ne pourrions créer des emplois nouveaux et durables qu'avec une économie dyna-

mique. Le chômage atteint dans certaines régions d'Europe des niveaux inacceptables. Le manque de qualifications, surtout dans les segments les moins qualifiés de la main d'œuvre, alimente ce problème, ainsi que le niveau élevé de taxation. Il faut dynamiser les systèmes conçus pour accroître la capacité d'insertion professionnelle des sans-emploi. Dans un premier temps, cela exige plus d'investissements dans le capital humain, afin de disposer d'une main d'œuvre qualifiée et motivée.



Wilfried Martens, Président du Parti Populaire Européen

Il faut également explorer comment promouvoir les investissements “verts”. Pareil choix améliorera en effet la position des économies européennes et sera créateur d'emplois. L'UE doit également se rendre compte que les valeurs économiques, sociales et écologiques européennes, qui visent une croissance économique durable, intéressent les économies émergentes, ce qui peut encourager et pérenniser le rôle de l'UE comme partenaire mondial.

Principales propositions du Parti Populaire Européen

1. Notre priorité est la création d'emplois, car seul un niveau élevé d'emplois permettra de sauvegarder la prospérité de notre population et de garantir l'avenir de nos systèmes de sécurité sociale. Il est de notre devoir de veiller à de bonnes conditions de travail et à des mécanismes de sécurité sociale fiables. Enfin, nous avons besoin de systèmes plus actifs afin d'accroître la capacité d'insertion professionnelle des sans-emploi,
2. La coordination des programmes de recherche doit s'améliorer, tandis que les dépenses consacrées à la recherche et au

développement doivent s'accroître pour atteindre 3% du PIB en 2010 et 4% en 2015 afin d'améliorer la position de l'Europe dans les domaines de la recherche et de l'innovation,

3. Les décideurs politiques nationaux, partout en Europe, doivent améliorer la viabilité de nos systèmes de sécurité sociale,
4. La charge des systèmes de retraites devrait être proportionnellement répartie sur toutes les générations afin de maintenir la solidarité intergénérationnelle,
5. Des politiques favorables aux familles et donnant plus de flexibilité aux parents qui travaillent s'imposent,
6. De meilleures politiques de logement et d'accueil de l'enfance s'imposent, tandis qu'il convient d'encourager le congé parental pour les deux parents qui travaillent,
7. Nous devons encourager une retraite flexible et ceux ou celles qui sont aptes et désireux de travailler devraient pouvoir continuer à le faire, même après l'âge officiel de la retraite,
8. L'apprentissage tout au long de la vie est important si l'on veut faire face aux défis des changements technologiques.

Le PPE est la famille politique du centre-droit favorable à une Europe fédérale.

Les eurodéputés du Groupe PPE rassemblent des démocrates chrétiens, des conservateurs et d'autres forces politiques traditionnelles du centre et du centre-droit venant des 27 Etats membres de l'Union européenne. Le groupe PPE-EED occupe 277 des 732 sièges du Parlement actuel. Vous pouvez consulter la liste des partis nationaux membres du PPE et leurs manifestes électoraux sur www.epp.eu

“Un appel en faveur d’un pacte européen de progrès social”

– Le Parti des Socialistes Européens

Comment répondriez-vous au manifeste d’EAPN en vue des élections européennes?

Je félicite l’engagement d’EAPN dans la lutte contre la pauvreté et pour la justice sociale. Nous partageons l’idée que la lutte contre l’exclusion et contre les inégalités doit être une priorité de tous les instants. Le plein emploi, des services publics solides et des emplois décents doivent être les piliers de cette stratégie. Toutes ces préoccupations se reflètent dans les activités menées par les eurodéputés socialistes au cours des 5 dernières années et dans notre manifeste pour la prochaine législature.

Quels ont été vos principaux accomplissements durant cette législature?

Le groupe socialiste du PSE a engrangé de véritables succès depuis 2004, comme rempart de défense des droits des travailleurs face à une Commission et à un Conseil dominés par les conservateurs. En décembre dernier, nous avons pris la tête d’une campagne contre un allongement du temps de travail et en votant massivement pour une politique défendant les travailleurs et leur permettant de mieux concilier vies professionnelle et familiale.

Nous avons également œuvré en faveur de la sécurité de l’emploi en exigeant que le droit européen du travail respecte les droits professionnels et les contrats permanents. Nous avons voté en faveur de droits supplémentaires pour les travailleurs intérimaires et proposé des amendements allant dans le sens d’un renforcement des conseils d’entreprise. Alors que la droite a permis que la liberté de circulation se fasse au détriment des accords salariaux, le groupe du PSE a relancé l’évaluation de la problématique Directive sur le Détachement des Travailleurs.

Des services universels, accessibles à tous et de haute qualité sont aussi essentiels à toute stratégie crédible de lutte contre la pauvreté. Les socialistes ont vraiment mené la campagne pour un cadre juridique européen clair en la matière. Nous avons exigé des changements à la Directive Services dans un sens plus favorable aux dispositions sociales, afin de faire disparaître le principe du “pays d’origine”, ainsi que les menaces pesant sur le droit du travail. Nous avons obtenu l’intégration de l’inclusion sociale, de services publics abordables, d’une meilleure réglementation financière et de contrats salariaux plus justes dans la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l’emploi.

Cette réussite faisait écho à l’action menée en 2005, quand nous avons demandé que le pacte de croissance et de stabilité sauvegarde la protection sociale et réoriente les dépenses vers d’importants investissements publics.

Comme Jacques Delors et moi-même l’avons écrit dans le rapport *Une nouvelle Europe sociale*, l’UE doit “s’engager dans un processus de gestion de la mondialisation afin de créer les conditions d’une prospérité largement partagée et de la justice sociale”. L’un de



Poul Nyrup Rasmussen, Président du Parti des Socialistes Européens.

nos acquis fut la création en 2007 du Fonds d’ajustement à la mondialisation qui s’élève à 500 millions d’euros et servira à aider les travailleurs licenciés à retrouver un emploi. Nous avons ensuite fait pression sur la Commission pour qu’elle étende la portée et l’utilisation du fonds, autorisant ainsi des périodes plus longues de financement et le financement de micro-crédits et de projets de coopératives.

Dans toutes ces entreprises, nous nous sommes sans cesse opposés aux conservateurs et libéraux. Ni le PPE de droite ni les libéraux de l’ELDR ne mentionnent les concepts de pauvreté ou d’inégalité dans leur manifeste pour les prochaines élections, alors que le PSE formule une série de propositions concrètes en faveur d’une Europe sociale. De nombreuses demandes d’EAPN se retrouvent dans notre programme.

Quelles sont vos priorités sociales pour la prochaine législature?

Dans le manifeste, nous lançons un appel en faveur d’un Pacte européen pour le progrès

social contenant des objectifs et des normes pour les politiques nationales des affaires sociales, de la santé et de l’enseignement, afin de garantir des indemnités sociales basées sur les besoins. Outre ce pacte, toute nouvelle législation européenne devrait contenir une clause de progrès social. Nous nous engageons également à maintenir nos demandes en faveur d’un cadre européen des services publics, d’un pacte européen sur les salaires (pour répondre à la nécessité d’un salaire minimum décent) et d’un réexamen de la Directive sur les Détachement des Travailleurs. Parmi nos autres priorités, citons la prise en charge des seniors, l’amélioration des droits à l’information et à la consultation des travailleurs, un renforcement des droits des consommateurs, une réglementation financière et des politiques de lutte contre les discriminations, autant d’éléments centraux dans la lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale.

La situation économique actuelle fait peser de graves menaces sur la cohésion sociale, d’où un ambitieux plan de relance basé sur une croissance et des emplois verts dans notre stratégie. Il s’agira d’investir dans le transport public, dans la recherche et le développement, dans des projets d’infrastructure et d’efficacité énergétique, tout en créant un nouveau Fonds des Compétences censés garantir un meilleur travail à l’avenir.

Contrairement aux partis de droite, nous ne pensons pas que la crise économique soit une loi inévitable de la nature. Nous estimons que nous pouvons façonner notre avenir et recréer un monde plus fort et plus juste. Aujourd’hui plus encore qu’hier, les élections européennes sont le moment de choix politiques. J’invite donc toutes les personnes qui partagent notre vision d’une Europe progressiste à visiter notre site de campagne (elections2009.pes.org), à lire notre manifeste et à utiliser leur vote pour replacer les personnes au premier rang.

Le Parti des Socialistes Européens rassemble les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes de l’Union européenne.

Le Groupe socialiste compte 213 membres dans le Parlement européen actuel, qui font de lui la seconde force politique la plus représentée.

Vous trouverez la liste des partis nationaux membres du PSE et leur manifeste à l’adresse: www.pes.org

“Notre priorité est la cohésion sociale”

– Parti des Verts Européens

Quels ont été vos principaux accomplissements au cours de la présente législature?

La lutte contre la pauvreté est au centre des priorités politiques du Parti des Verts européens. Nous avons bataillé pour défendre les droits des populations les plus pauvres en Europe, face à des politiques néolibérales et conservatrices qui entraînent les Etats membres dans une course vers moins de normes sociales. Nous sommes aussi parvenus à obtenir la reconnaissance du concept de discriminations multiples dans la Directive à l'ensemble des objets de discrimination. Et nous avons joué un rôle central dans le renforcement de la Directive sur le temps de travail. Plus précisément, nous sommes parvenus à retirer la proposition de “opt-out” qui affaiblit la portée de la Directive et réduit la protection de nombreux travailleurs. Pour ce qui concerne les allocations de sécurité sociale, nous avons mené le dossier du règlement 883/2004 qui garantira à tous les citoyens voyageant au sein de l'UE le maintien de leurs allocations sociales, une information sur leurs droits et un accès aux soins de santé et à la sécurité sociale. Nous avons aussi mené une campagne parlementaire “à travail égal, salaire égal”, qui garantira à tout travailleur dans l'UE, y compris aux itinérants, les mêmes droits sur leur lieu de travail. Cela concernait plusieurs dossiers, dont celui du détachement des travailleurs, des agences intérimaires, du droit de grève, du fossé des salaires entre les hommes et les femmes...



Ulrike Lunacek, porte-parole

Comment répondez-vous au manifeste d'EAPN?

Les Verts apprécient le travail abattu par EAPN et notamment ses 10 demandes adressées aux futurs parlementaires, pour lesquelles nous avons les commentaires suivants...

1. La Cohésion sociale ne devrait pas être un pilier, mais la clef de voûte de toute action. Nous devons abandonner les politiques d'activation, qui rejettent la faute sur l'individu, au profit d'une cohésion sociale intégrée.
2. Nous attendons avec impatience les actions communes qui auront lieu au cours de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté (2010). Nous souhaitons renforcer le lien entre la pauvreté et les considérations environnementales, d'autant que ce sont les plus pauvres qui souffrent le plus des dégâts environnementaux.
3. Issu des mouvements communautaires des années 1970 et 1980, le Parti des Verts est resté fidèle à ses principes et au concept de gouvernance active. Les Verts poursuivront le combat contre l'opacité des structures européennes, comme les Groupes de Haut niveau, et pour la participation de toutes les parties prenantes.
4. Les Verts continueront à se battre pour défendre les Services d'intérêt général (SIG). Nous n'avons jamais cessé de demander une directive-cadre sur les SIG, accompagnée d'une législation relative aux services sociaux et de santé.
5. La dernière proposition de la Commission sur les soins de santé transfrontaliers ne va pas dans la bonne direction, car elle repose sur une approche de marché.
6. Les Verts soutiennent la Campagne pour un emploi décent. Au lieu de subsidier des emplois qui mettent en danger l'environnement ou qui n'offrent pas un salaire décent, nous devons mettre en place une politique durable du marché du travail, basée sur les compétences et sur de bonnes conditions de travail.
7. Les Verts soutiennent l'économie sociale, qu'ils feront tout pour défendre.
8. Dans le domaine de la lutte contre les discriminations, nous avons engrangé un grand nombre de succès, mais le chemin reste long.
9. Intégrer de manière transversale la lutte contre la pauvreté dans l'ensemble des politiques? Oui!
10. Nous nous réjouissons à l'idée de collaborer avec vous et nous vous remercions pour votre soutien et l'aide que vous apportez à nos eurodéputés.



Philippe Lamberts, porte-parole

Quelles sont vos priorités sociales, en vue de la prochaine législature?

Sauvegarder les droits fondamentaux sera au centre de nos actions. Une mesure éminemment utile et éthique serait l'introduction de clauses sociales donnant primauté à la Charte des Droits Fondamentaux sur les lois du marché. Nous demandons également le renforcement de la politique sociale au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce. Les Verts ne manqueront pas, à cette fin, d'utiliser l'Année européenne de lutte contre la pauvreté. Nous souhaitons également une révision de la Directive sur le Détachement des Travailleurs afin qu'elle garantisse les mêmes droits à tous les travailleurs sur leur lieu de travail et empêche tout dumping social. Nous soutenons toute action législative visant à renforcer le droit à un revenu minimum adéquat. Nous voulons également trouver de nouvelles idées pour combattre, au lieu de gérer, la pauvreté. Lisbonne a échoué. L'agenda post-Lisbonne doit replacer l'humain au cœur de l'action et mettre l'accent sur un agenda social durable.

Au sein du Parlement européen actuel, les Verts collaborent avec des représentants des “nations sans état” (“les régionalistes”) au sein du Groupe parlementaire européen des Verts et de l'Alliance Libre européenne qui compte 43 eurodéputés venant de 14 pays. Vous pouvez consulter la liste des partis nationaux membres et la pétition en faveur d'un nouveau “contrat vert” à l'adresse www.europeangreens.eu

“L’Europe du 21^{ème} siècle a besoin de paix, de démocratie, de justice sociale et de solidarité”

– Le Parti de la Gauche Européenne

Quels ont été vos principaux accomplissements au cours de la présente législature?

Nos eurodéputés se sont attelés à faire primer la justice sociale et économique sur la logique du “tout au marché” tout au long de la législature et en premier lieu à freiner le nombre de personnes en situation de pauvreté. Le rapport le plus important en la matière au cours du mandat a été rédigé par notre eurodéputée Gabriele Zimmer, “sur la promotion de l’inclusion sociale et sur la lutte contre la pauvreté, y compris la pauvreté des enfants, dans l’UE”, adopté en octobre 2008 avec plus de 540 votes favorables.

Le rapport soulignait que les politiques d’inclusion sociale devraient d’abord garantir le droit fondamental de toute personne à vivre dans la dignité et à participer à la société. Pour ce faire, les politiques d’inclusion sociale doivent offrir un revenu suffisant pour éviter l’exclusion, un marché du travail inclusif, un accès à des services de qualité, l’intégration transversale de la dimension genre, la lutte contre les discriminations et la participation active. D’autres de nos rapports ont contribué à une approche réussie des politiques d’inclusion, comme la prise de position du Parlement rédigée par l’Eurodéputé Giusto Catania sur “la situation des droits fondamentaux dans l’Union européenne 2004-2008” ou le “rapport sur l’avenir du système commun européen d’asile”.

Nous avons aussi soumis un grand nombre d’amendements afin d’améliorer des propositions ou des rapports d’autres groupements politiques. Cependant, les majorités en place au sein du Parlement européen ont trop souvent bloqué ces amendements jugés trop “sociaux”. Nous avons été confrontés à l’opposition systématique des partis conservateurs et libéraux, chaque fois que nous avons demandé des emplois et des salaires décents.

Comment répondez-vous au manifeste d’EAPN?

Nous partageons l’analyse d’EAPN que la politique néolibérale, à la base de la stratégie de Lisbonne, est un échec et la cause de la pire crise économique et sociale depuis les années 1930. La Commission, le Conseil et les partis majoritaires au Parlement européen ont privilégié la déréglementation des marchés aux dépens de la justice sociale.

Nous nous souvenons des réponses des gouvernements, quand nous avons demandé les efforts financiers nécessaires à un revenu minimum pour tous et à un meilleur accès à l’enseignement, aux services de santé et à l’accueil de l’enfance, pour briser le cercle vicieux de la pauvreté. “Ils n’avaient pas l’argent”. Comme EAPN, nous nous étonnons des montants astronomiques trouvés aujourd’hui pour sortir d’affaire des banquiers en faillite.



Lothar Bisky, Président du Parti de la Gauche Européenne

Les dix demandes d’EAPN sont cruciales. Dans le rapport Zimmer, le Parlement européen les a déjà, dans une certaine mesure, soutenues. Cependant, le rapport en question n’étant pas de type législatif, EAPN et d’autres forces internes ou externes au Parlement européen doivent maintenir la pression pour parvenir aux objectifs déclarés.

Quelles sont vos priorités sociales pour la prochaine législature?

Notre réussite dépendra en grande partie du choix des électeurs. Le 21^{ème} siècle a besoin de paix, de démocratie, de justice sociale et de solidarité.

Avec la stratégie de Lisbonne, les conditions de vie et de travail de la majorité des Européens se sont rapidement détériorées et les scandales sont nombreux: rallongement des heures de travail et de la durée de la vie professionnelle, insuffisance des salaires, accroissement du chômage de longue durée et de celui des jeunes, prolifération des “mini-em-

plois”, de l’emploi temporaire et des stages non rémunérés. Nos Eurodéputés feront tout pour lutter contre le concept de “travailleurs pauvres”, au profit de celui de travail décent et de vie dans la dignité pour tous. Nous assurerons le suivi des diverses décisions déjà obtenues du Parlement européen et continuerons à exiger leur application. Nous demanderons notamment une approche-cadre garantissant un revenu minimum équivalent à 60% du revenu moyen dans chacun des Etats membres.

Tant à l’intérieur qu’à l’extérieur des Parlements, nous mènerons campagne en faveur de cibles de réduction de la pauvreté, et particulièrement de la pauvreté des enfants. Nous exigerons également que soient votées des lois favorables aux groupes plus vulnérables et aux personnes victimes de discrimination, notamment ethnique.

Nous continuerons à œuvrer pour une meilleure co-ordination des systèmes de sécurité sociale, pour l’introduction de normes sociales minimales élevées partout dans l’Union européenne, pour la consolidation des droits des syndicats, pour que la cohésion sociale et la lutte contre la pauvreté soient des objectifs prioritaires de l’Union européenne.

Le Parti de la Gauche Européenne

Les Eurodéputés qui représentent le Parti de la Gauche européenne (EL) ont constitué le groupe parlementaire GUE/NGL (Gauche unitaire européenne / gauche verte nordique) avec les eurodéputés venant d’autres partis de gauche non membres de la gauche européenne. Dans l’actuel Parlement européen, 41 eurodéputés sont membres du groupe politique GUE/NL. Consultez la liste des partis nationaux membres du Parti de la Gauche Européenne et la plate-forme électorale: www.european-left.org/english/elections_2009/electoral_platform

“Des entreprises européennes compétitives pour relever le niveau de vie”

– Le parti européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs

Contrairement aux autres articles de ce magazine, celui-ci se base sur des extraits du manifeste du Parti Européen des Libéraux, Démocrates et Réformateurs.

Les Libéraux ont contribué à la paix, à l'unité et à la prospérité au sein de l'UE...

En 60 ans, les Libéraux au sein de l'Union européenne ont contribué dans une large mesure à la paix, l'harmonie et la prospérité. Nous continuons à œuvrer pour une Union plus performante et démocratique, la réalisation d'un marché unique, un environnement plus sûr et la promotion des libertés civiques et des droits fondamentaux. Nous souhaitons que l'Union agisse en chef de file pour faire face aux défis de la sécurité mondiale et pour répondre à la crise financière internationale et à ses répercussions. L'Union doit être modernisée et renforcée dans le respect des valeurs et des principes de la démocratie libérale et de l'économie de marché.

Les Libéraux constituent le troisième groupe au Parlement européen en importance et font souvent la différence au niveau des lois et des politiques.

...et attendent la prochaine application du Traité de Lisbonne

L'ELDR croit en la nécessité d'adopter le traité de Lisbonne et demande sa mise en œuvre. Le Traité réforme considérablement les institutions de l'Union européenne, améliore la transparence, consolide son caractère démocratique et fournit à l'UE les outils nécessaires pour relever les défis mondiaux d'aujourd'hui. Les Libéraux démocrates européens insistent pour que les Etats membres de l'Union européenne se mettent d'accord sur les mesures à adopter pour sa mise en œuvre rapide.

Libertés!

L'ELDR demande le respect de toutes les libertés fondamentales au sein de l'UE, en particulier la liberté de la presse, de pensée, d'expression, la liberté d'association, de religion et de propriété, ainsi que le maintien des droits des minorités et des droits des personnes au respect de leur vie privée et à la protection de leurs données personnelles et de leur dignité.

L'ELDR souhaite que l'UE devienne un véritable espace de liberté, de sécurité et de

justice, et plaide pour une coopération plus étroite entre la police et les services judiciaires pour lutter efficacement contre la criminalité transfrontalière, le terrorisme et la corruption. Les droits procéduraux fondamentaux des suspects doivent être respectés en toutes circonstances. L'ELDR soutient la notion d'une "cinquième liberté" – la libre circulation de la connaissance, qui implique une plus grande



Annemie Neyts, Présidente de l'ELDR

mobilité pour les étudiants, les universitaires et les chercheurs – entre les Etats membres, afin d'encourager les inventions et les découvertes. L'ELDR appelle à la création d'un marché unique en matière de propriété intellectuelle.

Un environnement européen des affaires compétitif pour relever le niveau de vie

L'ELDR estime qu'un environnement des affaires compétitif est indispensable pour assurer le meilleur niveau de vie possible aux citoyens européens et pour promouvoir les normes de l'UE au niveau mondial. Le marché unique devrait être renforcé et élargi dans les domaines de l'énergie, des services postaux, des services financiers, des chemins de fer et des soins de santé, tout en facilitant la libre circulation des services et des travailleurs, y compris la reconnaissance mutuelle des qualifications. Au sein de l'OMC, l'Union européenne devrait être le moteur de l'abolition des droits de douane et des barrières non tarifaires, et de l'ouverture du marché unique européen à un monde plus large.

L'ELDR soutient que la croissance durable, l'indépendance de la Banque centrale européenne et des banques centrales nationales, et une politique fiscale saine conforme aux critères de Maastricht suivie par tous les Etats membres – y compris ceux qui doivent encore rejoindre la zone euro – demeurent essentielles pour la prospérité et le bien-être. Seule une Europe vraiment compétitive, créant des emplois et des opportunités pour tous, garantira la dimension sociale du marché unique.

Des politiques de nationalisation seraient une grosse erreur

L'ELDR est favorable aux mesures visant à réformer le système financier et souligne le fait que celles-ci doivent être basées sur une meilleure réglementation assortie d'une surveillance adéquate. La responsabilisation individuelle à un très haut niveau de tous les intervenants du marché constitue une garantie primordiale de la prospérité. Ce serait une grosse erreur de retomber dans des politiques de nationalisation, la surréglementation et le protectionnisme. L'ELDR appelle à une intensification de la coopération internationale entre les régulateurs et au renforcement des normes internationales, et pense qu'un FMI réformé est appelé à jouer un rôle de meneur dans ce processus afin de prévenir de futures crises financières.

L'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe (ADLE) compte 100 parlementaires européens, de 22 pays de l'Union. Vous pouvez consulter les références des partis nationaux membres du groupe ADLE sur www.alde.eu/fr et leur manifeste sur www.eldr.eu/pdf/manifeste/eldr-manifeste-electoral-fr.pdf

Elections européennes: les réseaux nationaux d'EAPN se mobilisent!

Au moment de sortir ce magazine (fin mars), nombreux sont les réseaux nationaux d'EAPN qui nous avaient fait savoir que la campagne électorale dans leur pays n'avait pas encore commencé et que les candidats n'avaient pas encore été désignés... Cependant, cela n'empêche pas certains réseaux de fourbir leurs armes...!

EAPN France

OLIVIER MARGUERY, Membre exécutif

EAPN France s'est mobilisé autour de l'UNIOPSS (Union nationale inter-fédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux) pour rédiger un **mémoire** demandant aux candidats français aux élections européennes de se positionner sur différents thèmes relatifs à l'économie sociale et à la place de la politique sociale dans les processus communautaires. Le mémoire voulait également mettre en évidence plusieurs propositions en vue de la prochaine législature, parmi lesquelles:

- Promouvoir une meilleure reconnaissance de l'économie sociale, en particulier du secteur associatif de solidarité au niveau européen et améliorer les outils statistiques de l'économie sociale
- Adopter le statut de l'association européenne
- Elaborer une Charte européenne du Dialogue civil
- Garantir une plus grande sécurité juridique pour les services sociaux d'intérêt général (SSIG)
- Promouvoir un agenda social européen plus ambitieux

Pour ce qui concerne, plus précisément, la lutte contre la pauvreté, le mémoire demande au Parlement européen qu'il:

- contribue à la reconnaissance du droit à un revenu minimum adéquat, lié au revenu médian, partout dans l'UE,
- promeuve l'inclusion active,
- soutienne des initiatives visant à renforcer la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

Plus d'informations sur: www.uniopss.asso.fr et www.eapn-france.fr

EAPN Belgique

LUDO HOREMANS, Membre exécutif

Le réseau belge a prévu plusieurs actions en amont des élections européennes, dont la rédaction d'un **mémoire**, basé sur le manifeste d'EAPN et qui reprend:

- La campagne d'EAPN pour un revenu minimum adéquat permettant de vivre dans la dignité, ainsi qu'une demande d'augmentation des mécanismes de revenu minimum au moins au-dessus du seuil européen de pauvreté, comme c'est déjà le cas en Belgique pour la pension minimale.
- La Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté. Les rapports des rencontres précédentes seront annexés au mémoire et le réseau demande que les propositions soient prises en compte au niveau européen.

Le mémoire sera envoyé aux candidats européens, qui seront également contactés par les réseaux régionaux.

Nous faisons le lien entre les élections et l'Année 2010 de lutte contre la pauvreté, ainsi qu'avec la Présidence européenne de la Belgique en 2010, via:

- Des contacts réguliers avec le Secrétaire d'Etat Delizée, en charge de la lutte contre la pauvreté.
- Notre participation au groupe de pilotage de l'organisme national d'exécution de l'Année 2010, à qui nous avons déjà adressé nos propositions.
- Notre participation aux 7 séminaires préparatoires du Secrétaire d'Etat Chastel, en charge de la Présidence belge, que nous avons déjà rencontré.
- Une rencontre avec le Ministre des Affaires étrangères.

- Une rencontre avec le Premier Ministre.

EAPN Chypre

NINETTA KAZANTZIS, Membre exécutif

- Nous avons traduit les 10 demandes d'EAPN en grec et nous nous apprêtons à imprimer une brochure destinée à un large public via nos organisations membres.

- Nous organiserons une série de rencontres avec chaque groupe de candidats afin de leur soumettre nos demandes. Nous leur demanderons de s'engager, s'ils sont élus, à respecter les principes et les propositions d'EAPN en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

- Ces rencontres devraient avoir lieu avant notre Pâque (19 avril), car il sera impossible de les

rencontrer en groupes lorsque la campagne aura atteint son rythme de croisière.

- Chacune de nos organisations membres fera pression sur ses candidats et leur soumettra les mêmes demandes, en mettant en avant celles qui devraient le plus les intéresser.
- La Fondation Pan-chypriote de coordination pour la protection et le bien-être des enfants a également choisi de faire pression sur les candidats sur base des demandes d'Eurochild en matière de pauvreté des enfants.
- Dans notre stratégie de lobbying, nous entamerons également une campagne sur le revenu minimum à l'occasion d'une conférence de presse prévue au début du mois d'avril, à laquelle nous inviterons des eurodéputés et des candidats.
- Nous avons contacté la télévision chypriote (publique) et espérons les persuader de se faire l'écho de la campagne et de nos efforts de pression lors de la campagne – Qui vivra verra!"



Le Parlement européen en quelques mots

Le Parlement européen représente "les peuples des États réunis dans la Communauté" ainsi que le déclare le Traité de Rome de 1957.

C'est l'unique institution européenne élue directement par les citoyens européens, avec **785 Membres** représentant **500 millions de citoyens** des 27 pays, pour cinq ans.

A l'instar des parlements nationaux, le PE a **trois pouvoirs fondamentaux: législatif, budgétaire et de contrôle.**

Les lois sont proposées par la Commission européenne et adoptées de manière conjointe par le PE et par le Conseil des Ministres, conformément à la procédure co-décisionnelle, sur base du principe de parité, ce qui signifie qu'aucune institution (Parlement européen ou Conseil) ne peut adopter de législation sans l'assentiment de l'autre.

Le PE est la seule **institution élue directement au niveau de l'UE** et fixe les **lois européennes** qui touchent nos vies quotidiennes.

Si le PE ne peut initier de texte de loi, elle adopte fréquemment des rapports à l'instigation de ses commissions, appelés "rapports d'initiative", qui, s'ils ne sont pas légalement contraignants, obligent la Commission à se positionner à leur propos.

Le PE organise 12 sessions plénières à Strasbourg, son siège officiel. **Les réunions des plénières et des commissions sont ouvertes au public.** Au cœur du processus politique, les commissions permanentes préparent les sessions plénières.

Les parlementaires européens sont élus pour un mandat de 5 ans au suffrage universel direct depuis 1979. Les élections sont organisées dans les frontières électorales de chaque Etat membre et en fonction des législations nationales. Conformément aux dispositions contenues dans les Traités, le nombre d'Euro-députés par Etat membre est proportionnel à leur population.

Les Parlementaires siègent en groupes politiques, et non pas en délégations nationales. Le PE compte actuellement 7 groupes politiques, auxquels s'ajoutent des membres "non-inscrits". Dans certains cas, un groupe est la représenta-

tion officielle d'un parti politique européen au PE; dans d'autres cas, il s'agit d'une coalition politique de plusieurs partis européens, de partis nationaux et de politiciens indépendants.

Les groupes politiques au Parlement européen

LOGO	NOM	POSITION POLITIQUE
	EPP-ED Groupe du Parti Populaire Européen et des Démocrates Européens	Chrétiens démocrates
	PSE Groupe socialiste	Socialistes
	ALDE Groupe de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux Européens	Libéraux
	GUE/NGL Groupe de la gauche unitaire européenne et de la gauche verte nordique	Communistes Socialistes – Travillistes
	Les Verts/EFA Groupe des Verts et de l'Alliance libre européenne	Verts
	UEN Union pour l'Europe des Nations	Conservateurs nationalistes
	ID Groupe Indépendance / Démocratie	Eurosceptiques, Eurocritiques

Plus d'informations?

- Site web du Parlement européen: www.europarl.europa.eu
- Boîte à outils sur le Parlement européen du Groupe de contact de la société civile de l'UE: www.act4europe.org/code/en/materials.asp?Page=262&menuPage=262